

MR et UVCW : hache de guerre enterrée

Après un peu plus de deux mois de bisbilles, le MR et la direction de l'Union des villes et communes de Wallonie (UVCW) ont fait la paix. En cause : les déclarations, en novembre dernier, du président de cet organisme de défense des pouvoirs locaux, Jacques Gobert. Dans un communiqué diffusé le 26 novembre, celui qui est aussi le bourgmestre socialiste de La Louvière avait accusé le gouvernement fédéral « d'infliger une nouvelle saignée financière aux municipalistes ». Ses propos avaient suscité un tollé parmi les mandataires libéraux, stupéfaits de constater que Gobert ne pipait mot des effets des politiques régionale et communautaire sur la santé des communes, également douloureuses pour elles. « Il donnait plus l'impression d'être le porte-parole du PS pour critiquer le gouvernement fédéral qu'il ne défendait les

*intérêts des communes », résume François Bellot, bourgmestre MR de Rochefort. Fâchés, les mandataires libéraux, qui occupent 101 postes de bourgmestres sur 262 en Wallonie, ont alors évoqué la possibilité de cesser de payer leur cotisation à l'UVCW, voire même de faire sécession en créant une structure parallèle, strictement libérale. Jacques Gobert a finalement fait son mea culpa. La semaine dernière, Olivier Chastel, président du MR, Jean-Luc Crucke, vice-président du MR et bourgmestre de Frasnes-lez-Anvaing, Pierre Huart, bourgmestre MR de Nivelles, Jacques Gobert et Louise-Marie Bataille, la secrétaire générale de l'Union, se sont rencontrés pour vider l'abcès. « Je ne souhaite pas que nous quittions cette organisation, a affirmé Crucke. Mais il s'agit qu'un tel dérapage ne se produise plus. » **L. v. R.***